

# A R G E N T I N E :

## R E C O N S T R U C T I O N

### Les propositions radicales pour le relèvement de l'industrie nationale dans les secteurs de la construction électronique et de l'informatique

"La pire sanction ne vient pas de ceux qui vous critiquent, mais de ceux qui se proclament vos disciples et qui commettent des horreurs de toute sorte en votre nom (...), me voici donc reconnu coupable de n'avoir pas accordé assez d'attention aux conséquences politiques des théories du développement économique que nous proposons".

**Confession d'un dissident, Albert O. Hirschman. L'économie comme science morale et politique, Gallimard, Paris 1984.**

Depuis le 10 décembre 1983, le gouvernement radical de Raúl Alfonsín s'emploie à relever une économie au bord de l'asphyxie. Une dette extérieure de près de 45 milliards de dollars, 20 % de la population active au chômage et une inflation qui avoisinait 700 % en 1984 résument, les conséquences de la politique monétariste appliquée brutalement par la junte militaire après le coup d'Etat du 24 mars 1976. La vague de désindustrialisation provoquée par l'abaissement des barrières douanières n'a pas épargné le secteur de la construction électronique.

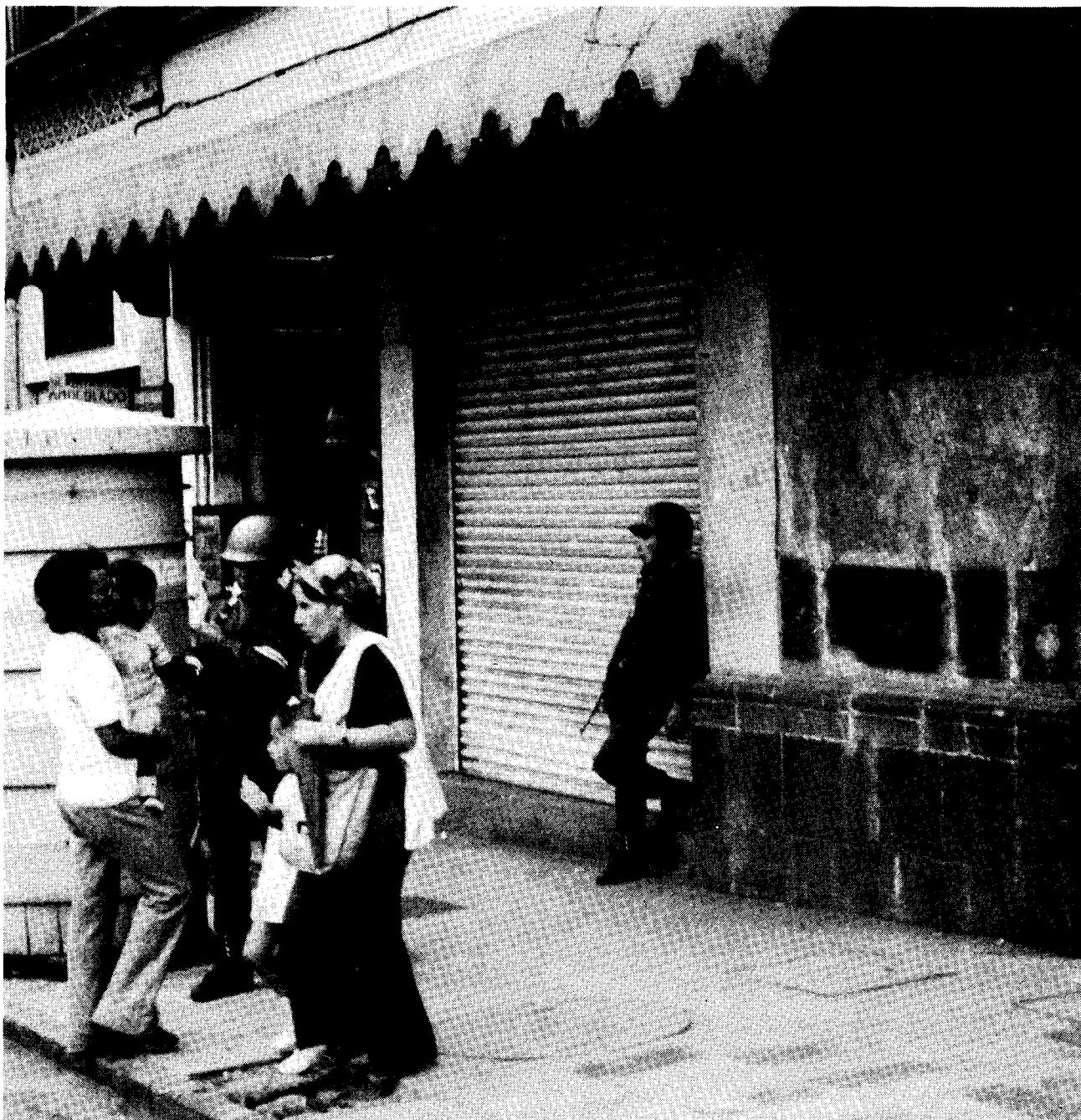
Initié au milieu des années 60 à partir d'activités d'assemblage, le développement de l'industrie électronique locale, soutenu par une politique de transfert des ressources du secteur agro-exportateur au secteur industriel visait alors la substitution d'importations par la réalisation immédiate des potentialités industrialisantes de l'économie d'exportation. C'est ainsi que la production d'équipements électroniques reposait principalement sur trois entreprises : une société nationale (Fate Electronique) et deux multinationales (IMB et Olivetti). Tirant profit de l'avantage comparatif aménagé par l'Etat sur les conditions d'exploitations de la force de travail, l'activité des firmes transnationales était

tournée vers l'exportation : équipements de bureau pour Olivetti et périphériques d'ordinateur pour IBM.

L'ensemble intégrait une composante électromécanique importante. Son activité de production de composants employant plus de 1000 personnes, la Fate Electronique envisageait même de se doter d'une technique qui lui soit propre.

### 76-82 le bond en avant des importations

Si en 1976, ces entreprises couvraient 69 % de la demande intérieure, leur part du marché local atteignait à peine 20 % en 1982. L'ouverture totale aux importations conjuguée au renchérissement exorbitant des taux d'intérêt interdisait à cette industrie naissante de s'adapter à la mutation technologique intervenue au début des années 70 avec le remplacement des composants électromécaniques par l'électronique. Olivetti, dans sa stratégie mondiale de restructuration, opta pour la fermeture de son unité de production en Argentine. Fate Electronique, ne put s'opposer efficacement à l'importation d'équipements électroniques complets. IBM recentra prudemment sa production de périphériques sur la ligne de fabrication d'imprimantes à moyenne et à grande vitesse, augmentant progressivement la part de l'électronique dans la composition du produit destiné à l'exportation vers les autres marchés d'Amérique latine et de l'Extrême-Orient. Durant cette période, la forte croissance (400 % par an en moyenne) du parc informatique installé (23 000 ordinateurs en 1983 d'une valeur globale de 820 millions de dollars) se traduisit essentiellement par un bon spectaculaire des importations de biens électroniques (atteignant en 1981 un maximum de 1 250 millions de dollars) tandis que l'exportation de composants électroniques chutait en termes constants de 101 millions de dollars en 1975 à 23 millions de dollars en 1982 (base 1975).



*Une alternative de développement dans la démocratie ?*

Actuellement, ce parc d'ordinateurs est caractérisé par une répartition géographique très inégale : les trois-quarts des équipements sont concentrés dans la capitale fédérale, Buenos-Aires, et sa province environnante. Il faut également signaler la prédominance numérique des petits équipements (coût inférieur à 10 000 dollars) : 60 % sont des micro-ordinateurs personnels ou professionnels et 10 % sont des mini-ordinateurs de bas de gamme. En valeur, le rapport s'inverse en faveur des gros équipements (coût de l'installation supérieure à 60 000 dollars) qui représentent près de 90 % de l'investissement global. Le secteur public (15 % des équipements) absorbe le tiers des investissements en informatique. Il est caractérisé par des équipements moins récents, une organisation plus traditionnelle et plus centralisée de l'exploitation où le nombre restreint d'installations est compensé par des

capacités de traitement très supérieures. Dans le secteur privé, les principales branches utilisatrices sont les banques et les assurances (30 %), l'industrie (20 %) et le commerce (20 %). Pour ce qui concerne les fournisseurs, quatre grands constructeurs offrent une gamme complète d'équipements et se partagent 50 % du marché. L'offre complémentaire reste très dispersée. La part de marché des producteurs nationaux est insignifiante. Une seule entreprise nationale atteint à la fois une maîtrise technologique et une échelle de production intéressantes. Son catalogue offre des périphériques (imprimantes, terminaux), des concentrateurs et un micro-ordinateur 8 bits. Récemment, elle a lancé un modèle 16 bits compatible... IBM !

La production de services logiciels se cantonne dans les applications sur-mesure du type gestion administrative ou comptabilité et solde des comptes courants.

Hormis certains bureaux d'étude « installés » dans le secteur public comme consultants spécialisés ou sous-traitants et possédant leurs propres moyens de calcul, il s'agit d'un marché fluctuant et très atomisé où la majorité des acteurs, des micro-entreprises, n'ont pas les ressources suffisantes pour produire et diffuser des logiciels aux standards internationaux.

Les ressources humaines en professionnels et en techniciens ne font pourtant pas totalement défaut si l'on considère la cinquantaine de centres de recherche et de développement recensés par le secrétariat d'Etat à la Science et à la Technique. Rassemblés sous l'égide d'un programme national de Recherche et Développement en électronique, certains ont développés des compétences très spécialisées (technologies MOS (1)) et systèmes micro-programmés) et disposent parfois d'équipements sophistiqués du point de vue de l'instrumentation électronique, des moyens de calcul et des systèmes de développement.

Du point de vue des avantages comparatifs exploitables, susceptibles d'attirer les implantations industrielles de firmes transnationales, l'intégration croissante des services aux activités manufacturières en tant que facteur de production renforce l'importance d'une infrastructure où les biens d'équipement et les services en informatiques sont essentiels. Le retard et la dépendance technologique dans ce secteur stratégique constituent pour l'Argentine un handicap sérieux dans la concurrence entre les économies semi-industrialisées de la « périphérie » pour occuper les créneaux productifs de la division internationale du travail délaissés pour les économies développées du « centre ».

## Une politique nationale

C'est pourquoi dès 1984, l'actuel gouvernement créait une commission interministérielle *ad hoc* chargée de dresser un premier bilan et de fournir des propositions aptes à favoriser la renaissance d'une industrie électronique nationale. Le résultat de ses travaux fut consigné dans un « document de base sur l'électronique et l'informatique en 1984 » et remis au gouvernement en octobre 1984. Dans une interview récente (2), Carlos Correa, secrétaire d'Etat délégué à l'Informatique et au Développement, brosse l'ébauche d'une politique de substitution aux importations. Les instruments essentiels d'une telle politique seraient d'une part la réforme de tarifs douaniers à l'importation et d'autre part la refonte du code des investissements accordant des avantages fiscaux et financiers aux sociétés contrôlées par des capitaux nationaux, qui puissent mettre un terme à la spéculation financière (3). En complémentarité, un système d'accords-cadres pour les marchés d'Etat devrait attirer les capitaux étrangers dans les domaines où la capacité d'investissements et la maîtrise de la technologie échappent encore aux entreprises locales. Ces accords préférentiels, seraient négociés en fonction d'engagements concernant le transfert de technologie, l'intégration de valeur ajoutée locale par la sous-traitance, la qualité et le prix des produits. Dans le secteur des services, il est prévu d'établir un cadre juridique pour la protection du logiciel. Le développement des techniques informatiques est surtout envisagé pour répondre prioritairement aux impératifs de la production. Ne se limitant pas à l'assemblage, cette industrie garantirait aux responsables nationaux du développe-

ment industriel la marge d'autonomie technologique jugée nécessaire dans ce domaine. Enfin, ce développement d'un pôle industriel en électronique semble à la recherche d'une intégration régionale au marché latino-américain.

Néanmoins, l'issue de la négociation (ou plutôt du bras-de-fer) avec le Fonds Monétaire International conditionne la reconstruction industrielle dans ce secteur de l'économie comme dans beaucoup d'autres. En effet, les promesses européennes (principalement l'Allemagne et la France) en matières d'investissements publics ne se concrétiseront pas tant que les modalités du rééchelonnement de la dette extérieure ne sont pas fixées. Les syndicats argentins, sous l'influence péroniste, suspendent également la signature d'une trêve sociale aux termes de l'accord avec le FMI. La solidarité latino-américaine reste verbale et fragile : une vive concurrence règne entre ces pays pour attirer les implantations industrielles. Le Brésil et le Mexique apparaissent mieux placés que l'Argentine dans ce domaine pour négocier une politique d'accords-cadres, témoin celui intervenu fin 1984 entre IBM et le gouvernement mexicain. Le projet prévoit l'installation d'une usine devant fabriquer plus de 100 000 ordinateurs personnels par an et nécessitant un investissement de 6 à 8 millions de dollars. Le numéro mondial prévoit d'exporter cette production vers le reste de l'Amérique latine et en Asie. Cependant, une concession de taille a dû être octroyée par le gouvernement mexicain présidé par Miguel de la Madrid : IBM s'installe dans ce pays tout en conservant la majorité dans le capital de sa filiale, dérogation notable à la règle limitant à 49 % le pourcentage des investissements étrangers dans le capital d'une entreprise mexicaine.

Le relèvement industriel dans le secteur de la construction électronique et de l'informatique semble donc un objectif stratégique pour l'actuel gouvernement. L'appel au consensus national permettra-t-il de mobiliser des acteurs sociaux aux intérêts divergents pour engager les réformes de structures nécessaires à la reconstruction ? L'enjeu du pari ainsi lancé sur le deux fronts, politique et économique, dépasse le cadre argentin, c'est le maintien, pour le Cône sud d'une alternative de développement dans la démocratie.

Dominique Desbois

*L'auteur remercie Georges Vidal de l'Université d'Abidjan pour les suggestions formulées lors de l'examen critique d'une version préliminaire, tout en rappelant que les opinions exprimées dans cet article n'engagent que lui-même.*

1) Metal/Oxyde/Silicium, technologie de fabrication des transistors permettant une intégration des circuits très poussée.  
2) Agora n° 10, revue de l'IBI, Bureau intergouvernemental pour l'informatique.

3) Cette spéculation financière est provoquée par de taux d'intérêt plusieurs fois supérieurs au niveau mondial (le loyer de l'argent a atteint un niveau annuel de 205 % en 1982. Un énorme transfert de ressources a été ainsi effectué vers des formes de crédit à très court terme au détriment du secteur productif (durant la période 1976-1980, le marché financier enregistrait en termes constants, une croissance de 44,4 % contre 5,7 % au secteur productif). Ce mécanisme a déjà provoqué une crise financière en 1980, entraînant la faillite de plusieurs établissements bancaires et, par contre-coup le dépôt de bilan de nombreuses entreprises industrielles.